

1

Séance du jeudi 2 septembre 1915.

Présidence de M. Paytral.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Rimond, Astier, Alexandre Bérard, Charrenet, Cornet, Cazeneuve, Albert Gérard, Jeanneney, Lhopiteau, Berthot, Petitjean, Guyonnet, Guillier, Loustic, Gervois, Chantemps, Willies-Cacroix, Henri Michel, De Selves, Chierry, Couron, Cronillot.

M. le Président donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de la Société d'éclairage protestante concernant les critiques dirigées contre elle dans le rapport de M. Willies-Cacroix. Ce dernier, ajoute M. le Président, s'est chargé de répondre à cette lettre.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de la guerre en date du 15 août dernier relative à des achats de blé ^{et d'avoine} en France qui ont été payés comptant. M. le Président a pensé qu'il était de son devoir de répondre immédiatement à M. le Ministre de la guerre et donne lecture

De la lettre qu'il lui a adressée et qui est
ainsi conçue :

(Copie de la lettre.)

Il n'a pas encore reçu de réponse.

M. Millies-Lacroix demande à
présenter quelques observations au sujet de
la lettre de la Société d'clairage et d'éclairage
dont M. le Président a tout à l'heure donné
lecture.

Il se peut, dit-il, que les retards dont
il s'est plaint soient imputables, pour la
plus grande partie, à l'Etat. Il a fait
connaître à la dite Société qu'il veut tout
fait recevoir ses explications sur ce point.

En ce qui concerne les retards dans la
fourniture des obus, il s'est adressé à un
contrôleur général de l'Administration de
la marine pour lui demander de lui faire
connaître son opinion à cet égard. En
attendant, il a reçu de la Société sur la
production des obus aux usines de Suresnes
et de Lyon la lettre suivante :

(Copie de la lettre.)

M. le rapporteur général dit qu'il
est probable que le coupable soit l'Administration

3
De la guerre, l'acier étant peut-être de mauvaise qualité.

M. Millies-Lacroix répond que, dans tous les cas, il espère qu'il y aura des sanctions.

M. le Président est sûr qu'il y aurait lieu d'entendre sur ce point le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie, lorsque M. le rapporteur sera prêt (adhésion).

M. Millies-Lacroix entretient ensuite la commission de l'affaire des fournitures de chaussures à l'armée sur laquelle il ne lui est parvenu que de faux renseignements. Pour être complètement édifié sur cette question, il a besoin d'être soutenu par la commission des finances.

M. le Président répond qu'il est tout à fait prêt à le faire.

M. Millies-Lacroix demande aussi à la commission de vouloir bien lui rendre possible le voyage qu'il compte faire dans la zone des armées en lui donnant le mandat d'accomplir cette mission.

M. le Président s'engage, si la commission n'y fait pas opposition, à écrire une nouvelle lettre dans laquelle il fera connaître que la

4
Commission des finances donne mandat
à M. Willis - Levoir de se rendre dans la
zone des armées (adhésion unanime).

M. Quinon, rapporteur général, donne
lecture d'un rapport préparatoire qu'il a
déjà rédigé sur le projet de loi relatif aux
opérations d'achat de blé et de farine
pour le ravitaillement de la population civile.
Ce rapport, bien entendu, n'a qu'un caractère
provisoire.

La commission d'aide qu'elle se réunira
mardi à 2 heures $\frac{1}{2}$.

La séance est levée à 3 heures $\frac{1}{2}$
